



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1998/1130
30 novembre 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ARABE

LETTRE DATÉE DU 30 NOVEMBRE 1998, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT
DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE
L'IRAQ AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une lettre, datée du 30 novembre 1998, que vous adresse le Ministre des affaires étrangères de la République d'Iraq, M. Mohammad Saïd Al-Sahaf, dans laquelle il décrit les actes d'agression commis par les États-Unis à l'encontre de l'Iraq, en violation flagrante de la Charte des Nations Unies et de toutes les règles du droit international, et invite le Conseil de sécurité à se réunir pour examiner cette grave question.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Nizar HAMDOON

ANNEXE

Lettre datée du 30 novembre 1998, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Ministre iraquien des
affaires étrangères

J'ai l'honneur de me référer à la lettre datée du 19 octobre 1998 (S/1998/965) que je vous ai adressée et dans laquelle le Gouvernement de la République d'Iraq appelait votre attention sur la gravité des menaces que les déclarations de hauts responsables de l'Administration américaine faisaient peser sur la sécurité et l'intégrité territoriale de l'Iraq, en violation flagrante de la Charte des Nations Unies et de toutes les règles du droit international. Il est désormais évident que l'Administration américaine a donné suite à ces déclarations en organisant des opérations d'agression de grande envergure qui ont fait vivre au monde entier de longues journées de vive inquiétude, sans parler du ressentiment suscité par la formidable démonstration de puissance militaire à laquelle les États-Unis d'Amérique se sont livrés, et par laquelle ils ont ouvertement menacé de détruire l'ensemble de l'Iraq en utilisant leurs armes les plus destructrices, sans tenir compte de ce qu'il adviendrait des millions d'Iraqiens si de telles armes étaient utilisées, ni des conséquences préjudiciables que ce type d'agression aurait pour la paix et la sécurité internationales ainsi que pour la stabilité dans la région et dans le monde. Ces dernières années, l'Iraq a été exposé à une série d'actes d'agression de la part des États-Unis d'Amérique, qui ont notamment imposé des zones d'exclusion aérienne dans le nord et le sud de l'Iraq et bombardé le pays les 17 et 27 mars 1991 ainsi que les 3 et 4 septembre 1996.

Pour justifier ces agressions, l'Administration américaine a invoqué des prétextes fallacieux. Elle a prétendu qu'elle appliquait les résolutions du Conseil de sécurité, alors qu'elle entrave elle-même l'application de ces résolutions dans des conditions normales et légales. Qui plus est, les appels que lance l'Administration américaine dans les déclarations des responsables américains vont totalement à l'encontre de la lettre et de l'esprit des résolutions du Conseil de sécurité relatives à l'Iraq. Dans sa réponse à une question que lui avait posée un journaliste du quotidien Al-Hayat (numéro du 25 octobre 1998), le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Kofi Annan, a confirmé ces observations lorsqu'il a déclaré : "Certains gouvernements veulent prendre des initiatives qui ne sont pas prévues par les résolutions du Conseil de sécurité".

Après que l'accord conclu entre l'Iraq et l'Organisation des Nations Unies eut fait échouer le plan de l'Administration américaine, qui voulait lancer une nouvelle attaque militaire contre l'Iraq, les véritables intentions des États-Unis ont commencé à transparaître dans les déclarations de hauts responsables américains. Il s'agissait non pas de faire appliquer les résolutions du Conseil de sécurité, comme l'a prétendu l'Administration américaine pendant toute la période où elle mobilisait ses forces militaires, mais de tuer des civils et de détruire les fondements de l'industrie, de la défense et de la sécurité de l'Iraq afin de déstabiliser le pays sur le plan interne, ce qui aurait permis aux autorités américaines de mettre à exécution leur plan visant à changer le régime iraquien.

/...

Je tiens à mentionner en particulier les propos que le Président des États-Unis d'Amérique a tenus le 15 novembre 1998 lorsqu'il s'est ouvertement prononcé en faveur du renversement du régime iraquien légitime. Il a déclaré : "Ces dernières années, nous avons renforcé notre appui aux forces qui sont favorables au changement en Iraq ... et la mise en place d'une station de radio de l'Iraq libre qui couvrirait tout le pays. Nous redoublerons d'efforts, en collaboration avec le Congrès, afin d'appliquer la loi concernant la libération de l'Iraq qui a récemment été adoptée".

Dans le résumé qu'il a prononcé le 16 novembre 1998, le porte-parole du Département d'État américain, M. James Rubin, a confirmé que l'Administration américaine était déterminée à suivre sa politique d'agression lorsqu'il a déclaré : "Nous nous attachons actuellement à apporter un appui politique à l'opposition; le Congrès nous a autorisés à armer cette opposition et nous a donné les fonds nécessaires ... Nous essayerons d'obtenir un engagement plus ferme de la part des groupes formant l'opposition, et nous collaborerons avec le Congrès pour examiner certaines des idées avancées par ces groupes et pour unir nos efforts".

M. Rubin a également indiqué que, dans sa déclaration, le Président des États-Unis faisait référence aux modalités d'exécution qui permettraient d'appliquer la politique d'immobilisation actuelle, dont les principaux éléments sont le maintien des zones d'exclusion aérienne et du régime des sanctions le plus sévère de l'histoire et l'intensification de la collaboration avec l'opposition. Par ailleurs, le Secrétaire d'État adjoint aux affaires du Moyen-Orient, M. Martin Indyk, a déclaré : "Les États-Unis veulent avant tout aider l'opposition iraquienne à mettre de l'ordre dans ses rangs et souhaitent éviter toute opération prématurée". Il a ajouté : "Nous ne voulons pas entreprendre une opération prématurée qui se solderait par la mort de nombreuses personnes et qui serait inefficace. Nous l'avons déjà tenté par le passé et nous ne voulons pas que cela se reproduise". Il a enfin déclaré : "Le fait d'armer l'opposition iraquienne s'inscrit dans le cadre d'efforts portant sur le long terme".

Vous n'ignorez pas que les États-Unis d'Amérique ont déjà commis les actes d'agression suivants :

a) Le 8 mars 1991, les forces américaines ont bombardé la troisième unité de défense antiaérienne en utilisant des missiles Cruise;

b) Le 17 janvier 1993, les forces américaines ont bombardé les installations civiles Al-Nada à l'aide de missiles Cruise, ce qui a provoqué des dégâts matériels considérables et fait de très nombreuses victimes;

c) Le 7 avril 1991, les États-Unis ont imposé par la force armée une zone d'exclusion aérienne dans le nord de l'Iraq, au nord du 36e parallèle. Il s'agissait là d'une mesure unilatérale, illégale et illégitime qui n'avait aucun rapport avec les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité;

d) Le 17 avril 1991, le Président des États-Unis, M. Bush, a décidé d'envoyer dans le nord de l'Iraq des forces aériennes et terrestres fournies par les pays de la coalition. Pour transporter leurs forces et leur matériel

/...

directement par avion, ces pays ont dû construire un aéroport dans la ville iraquienne de Sarsank;

e) Le 27 août 1992, une deuxième zone d'exclusion aérienne a été imposée dans le sud de l'Iraq, au sud du 32e parallèle. Cette zone a ensuite été étendue au 33e parallèle. Les décisions concernant les zones d'exclusion aérienne ne s'appuyaient sur aucune résolution du Conseil de sécurité;

f) Le 27 juin 1993, les forces américaines ont bombardé des locaux appartenant aux services de renseignement irakiens en utilisant des missiles Cruise;

g) Les 3 et 4 septembre 1996, les forces américaines ont commis une nouvelle agression militaire en utilisant des missiles Cruise. Les attaques visaient des sites militaires et civils dans différentes parties de l'Iraq, notamment à Bagdad.

Les actes d'agression, les menaces et les déclarations susmentionnés émanant des États-Unis d'Amérique constituent une violation flagrante d'un grand nombre de principes et de règles établies du droit international, comme le prouvent les éléments d'information ci-après :

1. Principe du non-recours à la menace ou à l'emploi de la force

Ces positions du Gouvernement des États-Unis d'Amérique ainsi que leur comportement et leurs menaces incessantes de recourir à la force contre l'Iraq constituent une violation du paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte qui énonce que "les Membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies".

Cette interdiction, qui est considérée comme une pierre angulaire du système international mis en place par la Charte des Nations Unies, est devenue un principe reconnu comme une règle impérative qui ne peut en aucun cas être transgressée.

Les États-Unis d'Amérique ont violé de façon flagrante leurs obligations coutumières et conventionnelles qui découlent de ce principe lorsqu'ils ont eu recours à la menace de l'emploi de la force et lorsqu'ils ont effectivement employé la force contre l'intégrité territoriale et l'indépendance de l'autre État qu'est l'Iraq :

a) En menant des attaques militaires aériennes et maritimes contre l'Iraq;

b) En effectuant des centaines de milliers de sorties d'avions de combat des États-Unis qui ont violé l'espace aérien irakien et en imposant deux zones d'exclusion aérienne dans le nord et le sud de l'Iraq;

c) En suivant une politique constante et déclarée de recours à la force visant à changer le régime en Iraq;

/...

d) En menant une agression et en menaçant en permanence de recourir à la force armée.

Le recours à la menace ou à l'emploi de la force contre l'Iraq sans autorisation du Conseil de sécurité constitue une agression en vertu de la résolution 3314 (XXIX) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1974, sur la définition de l'agression, qui est assurément considérée comme une norme coutumière internationale qui a été reconnue par la majorité des États ainsi que par le droit international.

La violation par les États-Unis des règles du droit international est confirmée aussi lorsque l'on fait fond sur la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États, qui a été adoptée par consensus dans la résolution 2625 (XXV) du 24 octobre 1970. La Cour internationale de Justice, dans l'arrêt qu'elle a rendu dans l'affaire Nicaragua c. les États-Unis en 1986, a considéré que cette déclaration constituait une codification des règles du droit international et par conséquent qu'elle était contraignante pour tous les États. La Déclaration énonçait à ce propos :

"Tout État a le devoir de s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force pour violer les frontières internationales existantes d'un autre État ou comme moyen de règlement des différends internationaux, y compris les différends territoriaux et les questions relatives aux frontières des États. [...]"

Tout État a le devoir de s'abstenir de recourir à toute mesure de coercition qui priverait de leurs droits les peuples mentionnés dans la formulation du principe de l'égalité des droits et de leur droit à disposer d'eux-mêmes. [...]"

Chaque État a le devoir de s'abstenir d'organiser et d'encourager des actes de guerre civile ou des actes de terrorisme sur le territoire d'un autre État."

2. Principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un État

Le principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un autre État est un principe coutumier reconnu au niveau international et en particulier lorsque l'emploi de la force est le moyen d'ingérence.

La Cour internationale de Justice a reconnu dans l'arrêt qu'elle a rendu dans l'affaire contentieuse susmentionnée que le principe de la non-ingérence constitue le droit de tout État souverain de conduire ses affaires sans ingérence étrangère [...] le respect de l'intégrité territoriale entre les États constitue un fondement essentiel des relations internationales. Le droit international impose le respect de l'intégrité territoriale (traduction non officielle).

La Cour a fait observer que ce principe figurait dans la plupart des déclarations adoptées par les organisations et les conférences internationales, notamment les déclarations ci-après :

/...

- Déclaration sur l'inadmissibilité de l'intervention dans les affaires intérieures des États et la protection de leur indépendance et de leur souveraineté, adoptée conformément à la résolution 2131 (XX) de 1975;
- Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies.

La Cour internationale de Justice considère que la déclaration susmentionnée relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États, qui commente les principes de la Charte des Nations Unies, est une source d'obligation comme nous l'avons dit plus haut.

Ladite déclaration énonce qu'

"aucun État ni groupe d'États n'a le droit d'intervenir, directement ou indirectement, pour quelque raison que ce soit, dans les affaires intérieures ou extérieures d'un autre État. En conséquence, non seulement l'intervention armée, mais aussi toute autre forme d'ingérence ou toute menace, dirigées contre la personnalité d'un État ou contre ses éléments politiques, économiques et culturels, sont contraires au droit international.

Aucun État ne peut appliquer ni encourager l'usage de mesures économiques, politiques ou de toute autre nature pour contraindre un autre État à subordonner l'exercice de ses droits souverains et pour obtenir de lui des avantages de quelque ordre que ce soit. Tous les États doivent aussi s'abstenir d'organiser, d'aider, de fomenter, de financer, d'encourager ou de tolérer des activités armées subversives ou terroristes destinées à changer par la violence le régime d'un autre État ainsi que d'intervenir dans les luttes intestines d'un autre État.

L'usage de la force pour priver les peuples de leurs identité nationale constitue une violation de leurs droits inaliénables et du principe de non-intervention.

Tout État a le droit inaliénable de choisir son système politique, économique, social et culturel sans aucune forme d'ingérence de la part d'un autre État."

3. Le principe de l'égalité souveraine

Le principe de l'égalité souveraine, outre qu'il constitue une règle coutumière établie, a été affirmé au paragraphe 1 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies qui énonce : "L'Organisation est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous ses Membres."

Ce principe a été largement interprété dans la déclaration susmentionnée relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États car elle énonce que :

/...

"Tous les États jouissent de l'égalité souveraine. Ils ont des droits et des devoirs égaux et sont des membres égaux de la communauté internationale, nonobstant les différences d'ordre économique, social, politique ou d'une autre nature.

En particulier, l'égalité souveraine comprend les éléments suivants :

- a) Les États sont juridiquement égaux;
- b) Chaque État jouit des droits inhérents à la pleine souveraineté;
- c) Chaque État a le devoir de respecter la personnalité des autres États;
- d) L'intégrité territoriale et l'indépendance politique de l'État sont inviolables;
- e) Chaque État a le droit de choisir et de développer librement son système politique, social, économique et culturel;
- f) Chaque État a le devoir de s'acquitter pleinement et de bonne foi de ses obligations internationales et de vivre en paix avec les autres États."

Comme chacun sait, les résolutions du Conseil de sécurité relatives à l'Iraq ont réaffirmé régulièrement la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de l'Iraq, cela étant considéré comme une obligation juridique contraignante qui découle du fait que les résolutions en question sont adoptées en vertu du Chapitre VII de la Charte.

Compte tenu de ce qui précède, les déclarations, les menaces et les actes d'agression des États-Unis d'Amérique dirigés contre l'Iraq constituent des violations graves du principe de l'égalité souveraine car ils visent à prendre le contrôle de l'Iraq politiquement et économiquement en employant la force et ce sont en conséquence des actes dirigés contre le Gouvernement légitime de l'Iraq. Ces actes des États-Unis d'Amérique contreviennent également aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Compte tenu de ce qui précède, il est indubitable que les actes perpétrés par les États-Unis d'Amérique constituent une violation des pratiques et des règles du droit international. Ces actes d'agression des États-Unis visent simplement à réaliser les objectifs politiques de cet État et les allégations des États-Unis d'Amérique selon lesquelles ces actes visent à contraindre l'Iraq à appliquer les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité ne sont en fait que des calomnies servant de prétextes pour justifier leurs actes à l'encontre de l'Iraq et leur ingérence flagrante dans ses affaires intérieures.

Nous exhortons tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies à dénoncer ces actes et pratiques d'agression des États-Unis contre l'Iraq et nous prions le Conseil de sécurité d'assumer la responsabilité qui est la sienne en

/...

vertu de la Charte et de demander aux États-Unis d'Amérique de s'abstenir de tout acte contre l'État et le peuple iraqiens et de toute menace contre la sécurité, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Iraq.

Naturellement, la République d'Iraq se réserve pleinement le droit de faire assumer aux États-Unis d'Amérique l'entière responsabilité de leurs actes d'agression et des conséquences qui en découlent et notamment de demander des compensations pour ceux-ci.

Je vous prie de convoquer le Conseil de sécurité afin qu'il tienne une réunion pour débattre de cette grave question et lui accorder l'attention nécessaire et de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

Le Ministre des affaires étrangères
de l'Iraq

(Signé) Mohamed Saïd AL-SAHAF
